

Le COVID-19 et la crise dans les systèmes alimentaires : Symptômes, causes et solutions potentielles

Communiqué d'IPES-Food, avril 2020

La crise sanitaire du COVID-19 a engendré une crise économique et exacerbe une crise alimentaire et nutritionnelle. En l'espace de quelques semaines, le COVID-19 a mis au grand jour les risques, les fragilités et les inégalités sous-jacents dans les systèmes alimentaires mondiaux tout en les rapprochant du point de rupture.

Nos systèmes alimentaires se trouvent sur le fil du rasoir depuis des décennies : des enfants se retrouvent à un repas scolaire de la faim; des pays, à une barrière douanière de la pénurie alimentaire ; des fermes, à une interdiction de déplacement d'un grave déficit en main d'œuvre ; et des familles de régions pauvres, à une journée de salaire de l'insécurité alimentaire, de l'extrême pauvreté et de la migration forcée.

Les confinements et les perturbations provoqués par le COVID-19 ont démontré la fragilité de l'accès des populations aux biens et services essentiels. Dans les systèmes de santé et les systèmes alimentaires, des faiblesses critiques, des inégalités et des injustices ont été mises en lumière. Ces systèmes, les biens publics qu'ils génèrent, et les personnes qui les soutiennent, n'ont pas été appréciés à leur juste valeur et n'ont pas été suffisamment protégés. De plus, les faiblesses systémiques qu'a révélé le virus seront aggravées par le changement climatique dans les années à venir. En d'autres termes, le COVID-19 est un signal d'alarme pour les systèmes alimentaires, un signal qu'il faut entendre.

Toutefois, la crise a permis d'entrevoir de nouveaux systèmes alimentaires, plus résilients, alors que les communautés se rassemblent pour combler les lacunes des systèmes alimentaires et que les autorités publiques adoptent des mesures extraordinaires pour garantir la production et l'approvisionnement de nourriture. Cependant, les moments de crises ont toujours été exploités par des acteurs puissants pour aller encore plus loin dans des approches non durables et maintenir le status quo sous prétexte de répondre à la crise. Nous devons donc tirer des leçons du passé et nous opposer à ces tentatives, tout en veillant à ce que les mesures adoptées pour enrayer la crise deviennent le point de départ **d'une transformation des systèmes alimentaires porteuse de résilience à tous les niveaux.**

Cette transformation pourrait apporter d'immenses avantages pour la santé humaine et planétaire en ralentissant la destruction des habitats qui favorise la propagation des maladies ; en réduisant la vulnérabilité à de futurs chocs d'approvisionnement et aux prochaines perturbations des échanges commerciaux ; en rapprochant les consommateurs de la production, et en dissipant les peurs qui entraînent des achats de panique ; en donnant à tous la possibilité de disposer d'aliments frais, nutritifs et abordables, ce qui permettrait de réduire les problèmes de santé liés à l'alimentation qui rendent les personnes plus sensibles aux maladies ; et en assurant des salaires justes et des conditions de travail sûres aux ouvriers

agricoles et agroalimentaires, ce qui réduirait leur vulnérabilité aux chocs économiques et leur risque de contracter et de propager des maladies.

1. Que nous dit le COVID-19 sur les systèmes alimentaires ?

La crise du COVID-19 a révélé les vulnérabilités des systèmes alimentaires sur trois fronts :

Premièrement, l'agriculture industrielle entraîne la destruction des habitats et génère les conditions propices à l'émergence et à la propagation des virus.

Les contagions zoonotiques sont le fruit de dynamiques complexes entre les êtres humains et les écosystèmes naturels. En fonction des conditions socio-économiques et structurelles, la contagion est susceptible de devenir un foyer, et ce dernier une épidémie ou une pandémie.

L'agriculture industrielle exacerbe ces risques de deux manières principales. Tout d'abord, l'élevage intensif accroît les risques d'émergence et de propagation des maladies. Le confinement d'un grand nombre d'animaux dans de petits espaces, combiné à la faible diversité génétique, au renouvellement rapide des cheptels et à la disparition des habitats naturels due à l'expansion des élevages intensifs, augmente considérablement le risque d'apparition et de propagation de zoonoses.

Deuxièmement, les risques sont intensifiés en raison de l'interaction plus étroite entre l'être humain et la faune. Celle-ci est susceptible de se renforcer au gré de la destruction d'habitats à cause de l'agriculture commerciale, de l'urbanisation accélérée et de l'accaparement des terres et des ressources. Pour citer un expert international en zoonoses : « Détruisez les écosystèmes, et les espèces qui vous restent constitueront un réservoir de maladies pour les populations humaines. » Tel qu'indiqué dans le Rapport de 2015 de la CBD et de l'OMS, la propagation des pathogènes est exacerbée par le changement climatique, la destruction des écosystèmes, le changement d'affectation des terres, le déboisement, la perte de la biodiversité et la suppression de barrières de protection essentielles. Au nom de « l'efficacité », le commerce mondial a ouvert la voie à des systèmes agricoles de plus en plus uniformes et a supprimé les coupe-feux de la biodiversité.

Les pandémies les plus récentes, dont le VIH/SIDA, Ebola, le Virus du Nil occidental, le SARS et la maladie de Lyme puisent leur origine dans le changement environnemental et les perturbations écosystémiques. À l'origine, elles proviennent d'animaux sauvages ou domestiqués. Plus de 70 % des maladies infectieuses qui ont touché les populations humaines depuis les années 1940 sont d'origine animale. On dispose de preuves encore peu probantes sur l'origine de la pandémie de COVID-19. Mais elle découle sans doute d'une combinaison des phénomènes susmentionnés, c.-à-d. l'amplification des maladies animales par toute une série d'hôtes intermédiaires. Les exploitations industrielles sont également identifiées comme un point de transmission potentiel.

Deuxièmement, plusieurs perturbations éprouvent la résilience des chaînes d'approvisionnement alimentaire et révèlent des vulnérabilités sous-jacentes.

Lors de la rédaction de ce communiqué (fin mars 2020), aucune défaillance généralisée des chaînes d'approvisionnement alimentaire ni de volatilité extrême des prix n'étaient encore à déplorer. Toutefois, les restrictions sur le mouvement des personnes et des marchandises (les « confinements ») dans un nombre croissant de pays soumettent à rude épreuve les chaînes d'approvisionnement locales, régionales et mondiales et testent la résilience des systèmes alimentaires, entraînant des impacts différents autour du monde.

Les chaînes d'approvisionnement alimentaire — qu'elles soient courtes ou longues — se révèlent être vulnérables à divers écueils logistiques. Pour les longues chaînes d'approvisionnement, qui dépendent de flux complexes de personnes, d'intrants et de denrées, les [restrictions de déplacement](#) devraient entraver l'arrivée de millions de travailleurs saisonniers qui traversent les frontières chaque année pour travailler dans les fermes. Dans certaines régions du monde, des cultures n'ont pas été récoltées et [pourrissent dans les champs](#), tandis que [le secteur de l'élevage](#) fait face à une réduction de l'accès aux aliments pour les animaux et à une diminution des capacités d'abattage.

Dans le même temps, l'interruption du transport de ruches commerciales pourrait entraîner des pénuries d'abeilles domestiques, un pollinisateur essentiel, ce qui pourrait avoir des conséquences sur de nombreuses cultures (par exemple, en [Chine](#) et aux [USA](#)). Les vulnérabilités apparaissent aussi plus loin dans la chaîne. Les supermarchés, avec leurs modèles [d'approvisionnement en flux tendu](#) peinent à faire face à la hausse soudaine de la demande. En résultent des [rayons vides](#) et tout particulièrement des pénuries de fruits et de légumes frais dans les pays développés.

Les restrictions à l'exportation — que seuls quelques pays ont introduites jusqu'à présent — entravent également la circulation de denrées de base. Par exemple, la [suspension des exportations de riz vietnamien](#) a suscité l'inquiétude en Malaisie, qui ne dispose plus que d'une réserve de riz de 2,5 mois. La fermeture des frontières par la Malaisie a quant à elle fait craindre que les aliments frais qu'elle exporte habituellement pourraient ne pas arriver à [Singapour](#).

Dans les chaînes d'approvisionnement courtes, les vulnérabilités sont apparues en raison des fermetures et des restrictions sur les marchés informels et à l'extérieur, en raison de risques considérés élevés (p. ex., une densité élevée, une faible capacité à faire observer les règles d'hygiène et de distanciation sociale). Cette tendance est inquiétante, car les [marchés locaux](#) sont la principale source d'approvisionnement alimentaire dans les pays du Sud. Par exemple, [les fermetures de marchés en Afrique](#) — notamment au [Burkina Faso](#), au Rwanda, [au Sénégal](#), en Afrique du Sud et au Zimbabwe — ont coupé des voies d'approvisionnement vitales pour des communautés et supprimé des débouchés pour les fermiers.

Le COVID-19 met également en exergue la [précarité des travailleurs du secteur agroalimentaire](#), et donc la précarité de l'approvisionnement alimentaire mondial. Les travailleurs du secteur agroalimentaire continuent de manière générale à travailler pour que

l'approvisionnement en aliments puisse se faire, et ce, en dépit de grands risques pour leur santé. Les installations dans la chaîne alimentaire ne permettent pas de respecter les distances sociales et les pratiques d'hygiène sans porter atteinte à la rentabilité. Dans le même temps, les travailleurs des systèmes alimentaires — qui, comble de l'ironie, sont considérés comme « essentiels » dans plusieurs pays — sont les derniers à pouvoir bénéficier des équipements de protection et travaillent souvent sans prime de risque. Les travailleurs agricoles migrants encourent tout particulièrement le risque de contracter et de propager le COVID-19, et éprouvent en outre de grandes difficultés à être dépistés et traités. Cette situation s'explique par leurs conditions de vie et de travail insalubres, le transport vers les champs dans des bus bondés, les nombreux obstacles officiels et officieux pour bénéficier d'un congé maladie et le manque d'accès à l'information. Ces risques s'ajoutent aux conditions généralement médiocres et à la faible rémunération des travailleurs des systèmes alimentaires (voir ci-après).

Troisièmement, des centaines de millions de personnes vivent en permanence en proie à la famine, à la malnutrition et à l'extrême pauvreté et sont dès lors extrêmement vulnérables aux répercussions d'une récession mondiale.

Avant la crise du COVID-19, 820 millions de personnes souffraient déjà de sous-alimentation, tandis que 2 milliards de personnes étaient touchées par l'insécurité alimentaire. Des millions de personnes vivent également dangereusement proches du seuil de pauvreté : elles ne disposent pas des moyens physiques et économiques pour se procurer de la nourriture compte tenu de l'isolement social, des restrictions de mouvements, des interruptions de l'approvisionnement, de la perte de revenus, et même de hausses de prix relativement modestes.

Ainsi, alors que 25 % des Pakistanais ne peuvent se permettre qu'un repas par jour, le Premier ministre du pays a indiqué qu'une interruption de l'activité économique sera fortement préjudiciable. Alors que le Ghana imposait le confinement, les prix des denrées de base ont bondi de 20 à 33 % selon les estimations, ce qui a d'énormes répercussions pour les personnes les plus démunies. En Amérique latine et dans les Caraïbes, plus de 10 millions d'enfants dépendent des programmes de nutrition à l'école pour se nourrir, ce qui les rend très vulnérables aux fermetures d'écoles. La perte des envois d'argent d'autres régions du monde où l'économie entre en récession assènera un coup supplémentaire aux pays en développement.

Lorsque le moteur économique cale, les personnes déjà discriminées ou marginalisées seront les plus touchées. Dans le monde, les femmes et les filles sont plus vulnérables aux chocs économiques et pâtissent le plus de la faim dans les familles pauvres. En Inde, par exemple, 90 % des travailleuses évoluent dans le secteur informel et sont dès lors confrontées à des pertes considérables de revenus à cause du COVID-19. Les travailleurs migrants et les personnes déplacées en souffriront également, tout comme les « populations excédentaires » contraintes de quitter leurs terres par l'expansion de l'agriculture industrielle. Les travailleurs migrants dans le secteur de l'agriculture et dans les villes sont confrontés à de rudes épreuves et ne peuvent pas bénéficier des filets de sécurité de l'État ou de la solidarité sociale : ainsi,

des milliers de travailleurs migrants au Myanmar et de l'autre côté des frontières avec la Chine et la Thaïlande sont abandonnés à leur sort après la fermeture d'usines.

Dans le monde entier, les travailleurs des systèmes alimentaires font face à l'insécurité et aux salaires bas et figurent dès lors parmi les personnes les plus à risque en cas de perturbation économique dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire et ailleurs. Les personnes effectuant des tâches occasionnelles, travaillant dans le secteur des services, des restaurants et de la vente vont au-devant de pertes d'emploi considérables (notamment en raison des politiques de distanciation sociales et plus largement du ralentissement économique). Elles verront probablement leurs revenus, déjà bien modestes, diminuer fortement : aux USA, les emplois dans le système alimentaire comptent systématiquement parmi les moins bien payés, notamment les travailleurs dans la transformation et les services alimentaires (# 1), les plongeurs (# 2) et les ouvriers agricoles (# 7).

Les agriculteurs sont également très vulnérables aux perturbations économiques. Dans les zones rurales, on estime que « la plupart des emplois ne fournissent pas des niveaux de revenu suffisants pour permettre aux travailleurs d'acheter une nourriture adéquate pour eux et leur famille. » Plus de 50 % des agriculteurs et des travailleurs ruraux vivent sous le seuil de pauvreté dans plusieurs pays du sud où les populations rurales sont les plus nombreuses. Dans un même temps, près de 30 % des agriculteurs français gagnent moins du tiers du salaire minimum dans ce pays.

L'impossibilité d'accéder aux marchés et la volatilité de la demande peuvent dès lors mettre des agriculteurs en faillite ou les empêcher de réaliser des investissements clés — ce qui a des répercussions sur l'approvisionnement alimentaire.

Même dans les pays riches, l'accès à une alimentation nutritive est fragile pour des millions de familles, principalement celles qui dépendent des banques alimentaires. Ces dernières éprouvent d'ailleurs de grandes difficultés compte tenu de la demande accrue et du manque de personnel, notamment parce que les bénévoles plus âgés à risque ne peuvent pas aller travailler. Le COVID-19 souligne également les vulnérabilités des personnes déjà isolées avant la crise — tout particulièrement les personnes âgées — et de ceux qui ne peuvent pas accéder aux magasins d'alimentation ni à la vente en ligne.

Cette crise touche également la qualité des régimes alimentaires. Les gens se tournent davantage vers des produits fortement transformés (en raison des achats de panique d'aliments ayant une plus longue durée de conservation et des perturbations dans la chaîne d'approvisionnement), et les fruits et les légumes frais deviennent moins disponibles dans certaines chaînes d'approvisionnement conventionnelles. Cette situation pourrait engendrer des cercles vicieux : le diabète et d'autres maladies non transmissibles liées à l'alimentation sont des facteurs de risques de mortalité liée au COVID-19. Une étude au Royaume-Uni a révélé que 76,5 % des patients atteints du coronavirus dans un état critique sont en surpoids. Les maladies liées à l'alimentation ont une étroite corrélation avec la pauvreté.

2. Comment les acteurs des systèmes alimentaires réagissent-ils au COVID-19 ? Les contours d'un nouveau système et l'emprise de l'ancien

Si les circonstances actuelles sont exceptionnelles, la [vulnérabilité des systèmes alimentaires](#) aux perturbations climatiques et épidémiques était évidente bien avant la crise du COVID-19. En fait, les systèmes alimentaires ont été secoués à plusieurs reprises par des chocs : de la crise pétrolière des années 1970, aux flambées des cours des matières premières en 2007-2008, en passant par les épidémies de SARS et d'Ebola.¹ Il y a un an, la Peste porcine africaine inquiétait la Chine et causait des remous sur les marchés mondiaux des matières premières ; une épidémie qui sévit en Europe de l'est et en Asie. En fin 2019, la Chine — le plus grand producteur de porc au monde (représentant 1/3 du marché mondial) et aussi le plus grand importateur — avait [perdu jusqu'à 37 % de ses porcs](#). De plus, la perturbation du marché était aggravée par les différends commerciaux entre les États-Unis et la Chine et la quarantaine en raison du COVID-19, étant donné que les deux crises se chevauchent.²

Le COVID-19 a exposé les vulnérabilités béantes des systèmes alimentaires mondiaux face aux chocs de cette nature. Il a rappelé que la nourriture n'est pas un produit comme les autres. Le changement de paradigme exigé de longue date par nombre d'acteurs des systèmes alimentaires — des [mouvements sociaux et des populations autochtones](#) aux [petits producteurs](#) en passant par [les syndicats](#) — est plus urgent que jamais.

La dynamique remarquable de solidarité et d'actions communautaires est néanmoins une des réactions les plus marquantes à cette crise. Du don généralisé de nourriture aux plus démunis en [Inde](#) et au [Pakistan](#), à la fourniture mobile de repas aux populations défavorisées aux [USA](#) et au [Canada](#), les communautés se sont rassemblées pour combler les lacunes du système et aider les personnes dans le besoin.

En outre, cette crise a laissé entrevoir les contours de nouveaux systèmes alimentaires plus résilients. Les gouvernements à divers niveaux ont agi rapidement pour garantir la protection des travailleurs et l'accès à l'alimentation — souvent de concert avec la société civile. Dans le système indien décentralisé, l'État du Kerala a ouvert la voie pour répondre au COVID-19 en assurant la distribution de nourriture grâce à des [cuisines collectives gratuites dirigées par des réseaux de femmes](#). Ailleurs, [le Portugal](#) a octroyé des droits de citoyenneté temporaire aux travailleurs migrants ; le [gouvernement français](#) a travaillé avec les syndicats agricoles pour formuler des conseils d'hygiène sur mesure pour que les marchés de producteurs et les Associations pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne (AMAP) puissent continuer, tout en accélérant les plans de relocalisation de la production d'aliments pour animaux ; et la province

¹ L'épidémie d'Ebola en Sierra Leone (2014-2016) a imposée des quarantaines tout en semant la panique, entraînant une intensification des problèmes de faim et de malnutrition. Les restrictions de mouvement ont aggravé la situation. En effet, elles ont entraîné une pénurie de main-d'œuvre lors des récoltes et ont empêché les agriculteurs d'écouler leurs produits sur les marchés. En 2003, l'épidémie de SARS a brièvement touché la production et les marchés, mais en 2003, la Chine ne représentait que 4 % du PIB mondial ; alors qu'en 2019, elle en représentait 16 %.

² Entre les frais d'abattage et le coût des aliments, la peste porcine africaine a forcé les petits exploitants à quitter leurs terres. Les exploitations se sont alors consolidées et les consommateurs se sont tournés vers la volaille pour leurs apports en protéines. Si les consommateurs chinois délaissaient le porc au profit de la volaille, les agriculteurs tiraient la sonnette d'alarme : en raison des règles de quarantaine, il leur était impossible d'obtenir de la nourriture pour leur volaille, ce qui débouchait sur des abattages supplémentaires.

canadienne de [Colombie-Britannique](#) a déclaré services essentiels les jardins communautaires et les marchés de producteurs. La [Thaïlande](#) a adopté un ensemble complet de mesures pour renforcer son système alimentaire national — notamment, la distribution de semences, le renforcement des ventes en ligne et des livraisons à domicile, des mesures pour faciliter la migration agricole et la promotion de la consommation de fruits. Et comme la [FAO l'a constaté](#), des villes du monde entier étendent leurs programmes de fourniture de repas gratuits, mettent en place des services alimentaires mobiles et renforcent la production alimentaire en ville et dans leurs alentours.

Les normes changent également, du moins temporairement, dans le secteur privé agroalimentaire. [Unilever](#), par exemple, effectue des paiements rapides et octroie des crédits à certains de ses fournisseurs les plus vulnérables. [Clif Bar & Company](#), l'un des plus grands transformateurs d'aliments biologiques aux États-Unis, étend les avantages liés aux congés payés et fournit des compensations supplémentaires à ses employés lors de la crise, outre l'apport de 3,6 millions de leurs produits aux banques alimentaires, aux hôpitaux locaux et au personnel en première ligne. [Fair Trade International](#) a facilité l'utilisation des primes du Commerce Équitable, permettant aux exploitants de bénéficier de ces fonds immédiatement pour protéger la santé et les moyens de subsistance de leurs travailleurs lors de la crise.

La crise a également poussé les populations à chercher de nouvelles sources d'approvisionnement plus directes pour leur alimentation. Les commandes en ligne et la livraison à domicile de produits alimentaires grimpent en flèche dans de nombreux pays où les infrastructures nécessaires sont en place et pourraient entraîner un changement durable des habitudes d'achat des consommateurs. Dans certains pays (par exemple, en [France](#), en [Pologne](#), aux [USA](#) et en [Chine](#)), la demande a explosé pour les AMAP, les épiceries paysannes et autres formes de ventes directes. Si certains de ces réseaux éprouvent des difficultés à faire face à cette hausse soudaine de la demande et connaissent des problèmes logistiques, [les AMAP](#) parviennent généralement à préserver et à étendre leur distribution, et représentent dès lors une alternative précieuse pour un approvisionnement en aliments frais.

Cependant, la crise est également exploitée pour déjouer les efforts en faveur de systèmes alimentaires sains et durables. La rumeur court que le secteur alimentaire canadien demande un moratoire ou un report sur de nouvelles règles d'étiquetage visant à réduire la promotion d'aliments malsains auprès des enfants et à imposer l'étiquetage des aliments fortement transformés et dangereux pour la santé. Au [Mexique](#), des tentatives similaires ont cherché à saboter l'adoption de nouvelles règles d'étiquetage. [Les lobbys agricoles européens](#) clament que le système alimentaire plus écologique envisagé par la Commission européenne ne serait pas aussi efficace que le système actuel pour absorber les chocs et produire suffisamment de nourriture. D'autres demandent un [renouvellement des programmes de distribution de semences et d'engrais](#) déployés au lendemain de la crise de 2007-2008. Dans le même temps, la numérisation et l'automatisation tout au long de la chaîne sont mises en avant pour apporter la solution aux pénuries de main-d'œuvre et aux problèmes de mobilité occasionnés par la pandémie — en dépit de l'impact potentiel sur l'emploi et les risques associés à une [concentration accrue](#) de pouvoir dans les systèmes alimentaires. En d'autres termes, les systèmes alimentaires industriels se réinventent comme la solution en dépit de leur rôle dans

la pauvreté et l'insécurité, le changement climatique, la perturbation des écosystèmes, soit de la vulnérabilité critique des systèmes alimentaires face aux pandémies et aux autres chocs.

3. La voie à suivre

Alors que la crise du COVID-19 fait des ravages, tout l'enjeu consiste à exploiter ce vent de changement pour gonfler les voiles d'un nouveau système alimentaire et pour dénoncer l'étroitesse de vue des tenants des solutions conventionnelles qui cherchent à utiliser la crise pour promouvoir leurs propres intérêts. La prise de conscience des vulnérabilités de nos systèmes alimentaires à divers niveaux ne doit pas être oubliée une fois la crise terminée. Le rythme auquel les nouvelles épidémies et pandémies zoonotiques se succèdent s'accélère. Les mesures suivantes sont dès lors essentielles pour renforcer la résilience à tous les niveaux :

Recommandation #1. Agir immédiatement pour protéger les plus vulnérables

Il convient d'agir immédiatement pour préserver l'accès à l'alimentation et assurer la sécurité alimentaire en pleine crise de santé publique. Les gouvernements doivent établir ou renforcer d'urgence les mécanismes de protection sociale et les programmes d'aide alimentaire d'urgence qui protègent les plus vulnérables, notamment les nourrissons et les enfants, les personnes âgées, les personnes handicapées et les personnes vivant sous le seuil de pauvreté — dont bon nombre dépendent déjà de l'aide alimentaire. Parmi les mesures immédiates déjà soutenues par les [Nations unies](#) et [la FAO](#) figurent les transferts d'argent ou les plans d'allègement de dette individuel pour les familles les plus vulnérables. Il convient également de veiller à ce que les banques alimentaires et les fournisseurs de repas communautaires disposent des moyens d'effectuer les livraisons ou d'assurer que des allocations complémentaires soient octroyées pour compenser la perte de revenus et préserver la sécurité alimentaire des ménages.

Il importe également d'adopter toutes les mesures nécessaires pour supprimer les principaux obstacles à l'approvisionnement en nourriture à la suite des confinements tout en garantissant la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Il convient d'adopter des mesures pour que les travailleurs du secteur agroalimentaire — y compris les travailleurs migrants et du secteur informel — puissent accéder à des conditions de travail sûres et dignes. Comme le recommande [l'IUF](#), il faudra veiller à ce que les travailleurs du secteur agroalimentaire puissent être transportés en toute sécurité sur leur lieu de travail ; aient un accès à un logement adéquat ; bénéficient de gardes d'enfants ; disposent d'équipements de protection ; aient la place suffisante pour appliquer la distanciation sociale ; aient accès à des installations sanitaires sur le lieu de travail ; et bénéficient de soins de santé.

Pour les ménages les plus démunis, qui [éprouvent de grandes difficultés à acheter en grande quantité ou à stocker de la nourriture](#) ou en sont incapables, des déplacements fréquents vers des structures informelles de vente sont généralement la seule solution. Soutenir ces marchés pour qu'ils se plient aux mesures d'hygiène et y garantir l'accès sont dès lors essentiels pour préserver leur rôle capital de distribution alimentaire.

Toutes les mesures doivent également être compatibles avec le large éventail de contextes culturels, socio-économiques ou géographiques susceptibles d'avoir une influence sur les réponses de santé publique. Selon les chercheurs, les stratégies locales sont essentielles pour répondre aux épidémies. Elles comprennent la création de systèmes communautaires formels et informels pour identifier les ménages qui s'isolent et qui ont besoin d'aide pour se procurer des aliments et de l'eau ou la création ou la réaffectation de structures temporaires à faible coût pour héberger et s'occuper des groupes vulnérables en toute sécurité (p. ex., les sans-abris, les malades). Il convient d'apporter une attention toute particulière aux conditions dans les innombrables implantations urbaines informelles fortement peuplées et aux infrastructures limitées où vivent la plupart des personnes démunies, ainsi qu'aux nombreuses communautés rurales où l'approvisionnement en nourriture est partagé entre plusieurs ménages.

Les pays à faibles revenus doivent pouvoir adopter ces mesures sans redouter de paralyser leurs finances publiques et sans devoir détourner les ressources d'autres défis urgents comme l'atténuation et l'adaptation au changement climatique. L'allègement de la dette — tel que prôné par la CNUCED — et d'autres formes de solidarité internationale sont par conséquent essentiels.

Recommandation #2. Créer des systèmes alimentaires agroécologiques résilients

Un changement de paradigme pour passer de l'agriculture industrielle à des systèmes agroécologiques diversifiés est plus urgent que jamais. La faculté unique de l'agroécologie à réconcilier les dimensions économiques, environnementales et sociales de la durabilité a été reconnue par la FAO, des rapports importants du GIEC et de l'IPBES, et dans l'évaluation de l'agriculture mondiale menée par la Banque mondiale et la FAO (« IAASTD »).

L'agroécologie renforce la résilience en combinant diverses plantes et différents animaux et exploite les synergies naturelles, et non les produits chimiques de synthèse, pour régénérer les sols, fertiliser les cultures et combattre les nuisibles. Elle dépend donc bien moins des intrants importés comme les engrais et les pesticides, ce qui réduit la vulnérabilité aux perturbations commerciales et aux hausses des prix. Au lieu de dévaster les paysages pour planter des systèmes agricoles uniformes, l'agroécologie repose sur le « partage de la terre ». L'approche territoriale prônée par beaucoup de spécialistes de l'agroécologie offre la possibilité aux producteurs alimentaires et aux défenseurs de l'environnement de s'accorder sur les solutions qui permettent la production de nourriture saine tout en protégeant des habitats importants pour la faune sauvage. Les systèmes agroécologiques renforcent également la résistance aux maladies en relocalisant et décentralisant la culture de plantes et l'élevage en revalorisant la diversité. Les cultures alimentaires et les structures communautaires locales — essentielles en ces temps de vulnérabilités — ont été affaiblies par l'agriculture industrielle et peuvent être reconstruites grâce à l'agroécologie.

Les marchés locaux et les circuits courts sont très souvent des composantes clés des systèmes agroécologiques et peuvent améliorer l'accès à des aliments frais, accroître la part allouée au producteur et réduire la vulnérabilité aux perturbations sur les marchés internationaux. Les

circuits courts ne sont cependant pas à l'abri de leurs propres perturbations. Dans de nombreux pays du Sud, les marchés locaux sont omniprésents et la crise frappe de plein fouet ces chaînes d'approvisionnement alimentaire. Pour le moment, la priorité à court terme est de protéger les points de vente clés des marchés informels, et de soutenir les petites et moyennes entreprises existantes dans le secteur de l'alimentation, pour éviter la concentration rapide de la transformation et de la vente de détail survenue au lendemain des précédentes épidémies. Pour les pays importateurs nets de denrées alimentaires, la priorité à court terme est de garantir la continuité des flux commerciaux régionaux et internationaux ainsi que des stocks alimentaires régionaux. Toutefois, des stratégies pluriannuelles doivent être mises en place immédiatement pour se distancer progressivement de politiques agricoles axées sur le commerce qui défavorisent les petits producteurs ou favorisent les pratiques agricoles non durables.

Diverses mesures ont été identifiées pour enclencher une transition vers des systèmes alimentaires agroécologiques résilients, y compris de rediriger les subventions agricoles et les investissements dans la recherche vers l'agroécologie. Il s'agit d'adopter des mesures immédiates pour veiller à ce que les circuits locaux fonctionnent et prospèrent, y compris le renforcement des capacités pour respecter les règlements en matière de sécurité sanitaire et la suppression des règlements de marché qui entravent la vente locale. Il urge également de se pencher sur les obstacles à la diversité. Les dispositions de propriété intellectuelle régissant les ressources génétiques agricoles, notamment les cultures et le bétail, ne doivent pas entraver l'utilisation et l'échange complets et libres des variétés agricoles et des races par les paysans, leur communauté ou les sélectionneurs du secteur public. La conservation et l'échange des semences sont des pratiques vitales étayant les systèmes semenciers des agriculteurs dans les pays du sud. À long terme, une réforme agraire sera nécessaire pour réduire les grandes disparités d'accès à la terre, tout particulièrement pour les millions de petits agriculteurs cultivant moins de deux hectares en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne.

Recommandation #3. Rééquilibrer le pouvoir économique pour le bien public : un nouveau pacte entre l'état et la société

Un nouveau pacte doit être scellé d'urgence entre l'État et la société civile comme l'a clairement indiqué cette crise qui est avant tout sanitaire, mais qui est aussi économique et alimentaire. D'énormes lacunes dans la gouvernance se sont fait jour, tout d'abord s'agissant des investissements insuffisants dans la santé publique, mais aussi dans la sécurité alimentaire. Si des mesures extraordinaires ont été adoptées par certaines autorités publiques pour garantir l'approvisionnement alimentaire, cette crise a également démontré qu'un bon nombre de personnes dépendent entièrement de la charité et de la solidarité de leurs voisins — dont on ne devrait s'attendre à ce qu'elles satisfassent leurs besoins fondamentaux.

Néanmoins, le COVID-19 a démontré que les gouvernements peuvent agir en faveur du bien-être. Ils sont d'autant plus efficaces lorsqu'ils garantissent des fonctions de base centralisées en parallèle à des actions bien financées et coordonnées aux niveaux régionaux et locaux — où les besoins sont bien compris et où plusieurs outils peuvent être utilisés de concert avec la

société civile. La société civile organisée — tout particulièrement les organisations communautaires, les groupements et les coopératives agricoles — amortit efficacement l'impact des crises, ce qui souligne son importance pour relever le défi du changement climatique et d'autres grands enjeux qui se profilent à l'horizon.

Ce qui n'était au début qu'une réponse de crise devra constituer le socle d'une nouvelle gouvernance publique. Les systèmes politiques et économiques émergeant de cette crise doivent être ancrés dans une gouvernance à plusieurs niveaux, dans la gouvernance *avec* la société civile, dans l'inclusion socio-économique, dans la lutte contre les processus générateurs de pauvreté, et dans la pensée systémique à long terme qui nous permettra de surmonter de nouvelles crises. [La souveraineté alimentaire](#) qui met en exergue la prise de décision démocratique dans le système alimentaire et l'accès à la terre et aux ressources de production alimentaire doit être érigée au rang de principe directeur.

Pour l'heure, des milliards de dollars sont injectés dans l'économie dans le cadre de plans de sauvetage, de plan de relance et de programmes d'assouplissement monétaire quantitatif. Il convient de saisir cette occasion d'utiliser ces financements pour transformer l'économie et non pas uniquement pour la renflouer. Des réformes politiques ambitieuses sont d'ores et déjà conçues dans l'UE et aux USA pour enclencher la transition vers des systèmes agroalimentaires durables. Ces réformes sont plus judicieuses que jamais, et devraient être porteuses de résilience.

Les approches réglementaires doivent faire partie de ces efforts. Cette crise démontre que les gouvernements peuvent et doivent intervenir pour corriger les défaillances du marché et réaligner les activités économiques pour le bien public. Il est désormais impératif de veiller à ce que les entreprises alimentaires internalisent les coûts socio-économiques et environnementaux négatifs qu'elles engendrent. Il est également essentiel d'éviter les pratiques monopolistiques. Compte tenu des incertitudes régnant sur la chaîne d'approvisionnement et de l'imprévisibilité de l'avenir, bon nombre d'entreprises agroalimentaires de petite et moyenne taille sont susceptibles de se retrouver au bord de la faillite ou d'être soumises à une grande pression des actionnaires pour agir. Les plus grandes entreprises du secteur, profitant de la faiblesse des taux d'intérêt, sont en passe de s'agrandir soit en les reprenant soit en les regardant périr. Par conséquent, les opérations de fusion acquisition devraient être examinées de près pendant toute la durée de la crise.

Recommandation #4. Réformer la gouvernance des systèmes alimentaires internationaux

La crise actuelle donne la possibilité d'achever les réformes de la gouvernance mondiale entamées au lendemain de la crise des cours des denrées alimentaires de 2007-2008 et de mettre en place les outils pour accélérer la transformation des systèmes alimentaires. Avec des espaces d'organisation et de participation garantis pour la société civile et le secteur privé, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) des Nations unies — réformé et redynamisé en 2009 — est aujourd'hui un forum unique en son genre apportant une réponse mondiale coordonnée aux problèmes du système alimentaire, échangeant avec les gouvernements et

leur demandant des comptes. C'est au sein du CSA, que les communautés ont repoussé l'expansion irresponsable de l'accaparement des terres et des biocarburants. Or, le processus de réforme a vacillé au cours des dernières années, car quelques gouvernements, acteurs du secteur privé et fondations philanthropiques ayant des intérêts dans les systèmes alimentaires industriels ont cherché quant à eux à affaiblir le CSA et l'ont empêché de s'acquitter de son mandat. C'est par conséquent au sein du CSA que ces efforts doivent être combattus, que la gouvernance démocratique doit être réaffirmée et que la voie vers des systèmes alimentaires résilients doit être tracée après la crise du COVID-19. Les discussions sur le commerce et la sécurité alimentaire lors du rassemblement du CSA de cette année revêtent une importance double.

Cette crise est l'occasion idéale de [repenser le Sommet de 2021 sur les systèmes alimentaires](#) et de le recentrer sur la résilience et l'agroécologie, en s'appuyant sur un débat démocratique au sein du CSA. Les débats avant l'événement principal — y compris les propositions pour un nouveau Conseil numérique pour l'agriculture et la réforme des centres internationaux de recherche agronomique (« CGIAR ») — devraient être ouverts à une grande participation au lieu de servir à dégager un consensus entre des groupes fermés. Les conférences cruciales des Conventions des Nations unies sur le changement climatique et la biodiversité fin 2020 approchent à grands pas et l'agriculture y sera mise en avant. À la lumière des reports et de la baisse de priorité accordée à ces sommets, il est essentiel que la société civile soit vigilante pour éviter les accords en coulisses — et pour avancer sur des mesures positives. Aujourd'hui plus que jamais, il convient d'éviter la fragmentation et l'accaparement de la gouvernance.